



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique**

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays-de-la-Loire
Unité interdépartementale Anjou-
Maine**

ARRÊTÉ n°DCPPAT 2024-0016 du 17 janvier 2024

Société BUTAGAZ à Arnage

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'actualisation des prescriptions concernant la défense
contre l'incendie de l'établissement BUTAGAZ à Arnage**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 02 janvier 2008 modifié relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07.2922 du 13 juin 2007 autorisant la société BUTAGAZ à exploiter un dépôt de gaz de pétrole liquéfié, situé Route de Mulsanne, sur le territoire de la commune d'Arnage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.5977 du 19 novembre 2010 imposant des mesures complémentaires à la société BUTAGAZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.5992 du 22 novembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques, autour du site exploité par la société Butagaz et implanté sur la commune d'Arnage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012032-0062 du 1er février 2012 de changement d'exploitant, au profit de la société par actions simplifiée BUTAGAZ TRANSITION ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2019-0264 du 8 novembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2020-0254 du 20 octobre 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2022-0037 du 23 février 2022 ;

VU l'étude des dangers de l'établissement BUTAGAZ d'Arnage, dans sa version de septembre 2019 ;

VU le dossier de notification de modification des installations, transmis par la SAS BUTAGAZ, le 20 mai 2022, dans une version Rev. 0, de 05/2022 ;

VU le dossier de notification de modification des installations actualisé, transmis par la SAS BUTAGAZ, le 16 septembre 2022, dans une version Rev. 1, de 09/2022 ;

VU le plan de sécurité incendie (PSI) en date du 15 septembre 2022 transmis suite à l'inspection du 22 juin 2023 ;

VU l'avis favorable du SDIS du 22 décembre 2023 ;

VU le rapport établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 4 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déposé un dossier de modification des conditions d'exploiter, consistant en une modification notable de la défense contre l'incendie de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que cette modification consiste en l'ajout de détecteurs ; l'ajout de canons à eau ; la modification de rampes d'arrosage ; ainsi que la modification des commandes de l'installation de l'installation de défense contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT que ces modifications sont de nature à améliorer la défense contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT que les ressources en eau de l'établissement sont assurées par 2 réservoirs de capacité unitaire égale à 1 250 m³, acheminées par le réseau incendie au moyen de 3 groupes motopompes à démarrage automatique, dont un de secours, implantés dans le local incendie, et en capacité de délivrer chacun 420 m³/h d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'étude des dangers susvisée précise, que dans le scénario le plus pénalisant, la quantité d'eau disponible dans les réserves principales du site, constituées d'un volume total de 2 500 m³, et la stratégie d'arrosage définie, permettent de couvrir les besoins en eau du scénario majorant pendant 4 h ;

CONSIDÉRANT la demande de l'exploitant consistant à renforcer la défense incendie, tout en maintenant le volume des ressources en eau, dans le but d'améliorer les stratégies de manœuvre en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que la modification précitée :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2,
- ne constitue pas une extension atteignant des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification est une modification notable, mais ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement afin d'actualiser les nouveaux moyens de défense incendie, ainsi que la stratégie et les deux scénarios de démarrage automatique des moyens incendie de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 17 octobre 2023 qui a fait valoir ses observations par courrier du 10 novembre 2023 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Sarthe ;

A R R Ê T E

Article 1 – Bénéficiaire

La société BUTAGAZ, dont le siège social est sis 47-53 rue Raspail 92 594 LEVALLOIS-PERRET, ci-après dénommée l'exploitant, autorisée à exploiter un dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfié, sur le territoire de la commune d'Arnage, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Porter à connaissance relatif à la défense contre l'incendie

L'exploitation des installations de l'établissement est réalisé conformément au dossier de modification relatif à l'adéquation des moyens d'intervention, révision n°1, en date de septembre 2022. Ce dossier de modification est complété du plan de sécurité incendie (PSI) en date du 15 septembre 2022.

Toute modification ultérieure des moyens de défense contre l'incendie, des détections gaz ou flammes fait l'objet d'un porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 3 – Dispositions abrogées

Les dispositions des articles 7.7.5 ; 8.1.1 ; 8.1.3.2 ; 8.3.2 ; 8.4.1 ; 10.1.3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 sont modifiées conformément aux dispositions de l'annexe I du présent arrêté.

Article 4 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

Article 6 – Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté (hors annexe I) : informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées) est déposée à la mairie d'ARNAGE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté (hors annexe I : informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées) est affiché à la mairie d'ARNAGE, visible de l'extérieur, **pendant une durée minimale d'un mois** ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté (hors annexe I : informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées) est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant **une durée minimale de quatre mois**.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Le présent arrêté comporte une annexe confidentielle (annexe n°1).

Article 7 – Délais et voies de recours

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de plein juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° Par les demandeurs ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, **dans un délai de quatre mois** à compter de :

- a) L'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 8 – Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 9 – Exécution et copies

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe, le Maire d'Arnage, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAËFF